

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION



SORBONNE UNIVERSITÉ

Opération : AMENAGEMENT d'un laboratoire de Myologie et Mise conformité du bâtiment 105

**105 BOULEVARD DE L'HOPITAL
PARIS 75013**

Coordonnateur SPS en phase Conception

Nom : Jonnathan HIVANHOE
 Mail : jonnathan.hivanhoe@btp-consultants.fr
 Mob : 06 85 84 81 11

Agence : Paris Est CSPS

Le Central II – 460 La Courtine
 93194 NOISY-LE-GRAND Cedex
 Tél : 01.55.85.16.40

Coordonnateur SPS en phase Réalisation

Nom : Jonnathan HIVANHOE
 Mail : jonnathan.hivanhoe@btp-consultants.fr
 Mob : 06 85 84 81 11

Agence : Paris Est CSPS

Le Central II – 460 La Courtine
 93194 NOISY-LE-GRAND Cedex
 Tél : 01.55.85.16.40

**Aff. N : C-CNLG-
2022-30-1154156**

Date : 14/09/2023

Catégorie de l'opération : Niveau 2

Date	Modifications apportées – harmonisation des PPSPS

SYNTHÈSE DE L'ORGANISATION DU CHANTIER - DHOL

Sera complétée en phase de préparation, puis mise à jour au fur et à mesure de l'avancement des travaux

Organisation des secours	Procédure d'évacuation des blessés : à préciser Point de regroupement : Selon PIC Accueil des secours par : à préciser le chef de chantier
Contraintes spécifiques	Interdictions : à préciser lors de la première réunion Servitudes : à préciser sur le PIC
Ouverture/fermeture du chantier	Horaires : Les travaux bruyants avant 9h et après 17h Plage horaire de travaux 6h 18h Qui ouvre, qui ferme : à préciser Procédure pour heures supplémentaires : à préciser à préciser en concertation avec le chef d'établissement Travaux le samedi : à préciser en concertation avec le chef d'établissement
Plans d'installation de chantier	Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 1
À produire pour chaque phase ci-dessous : ➤ GROS ŒUVRE ➤ SECOND ŒUVRE	
Clôtures de chantier	Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 1
En limite de parcelle : à préciser	
Accès piétons	Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 1
Accès à l'emprise par : tourniquet et badge, PC sécurité ? : à préciser	
Cantonnements	Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 1
La Capacité d'accueil de la base vie devra être en cohérence avec les effectifs présents sur site.	

Cheminelements piétons sécurisé	Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 1
Cheminement entre base-vie et bâtiments sécurisé par : à préciser sur le PIC	
Circulations verticales piétons	Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 1
Escalier existant Ascenseur existant mis en service par anticipation	
Accès véhicules – Livraisons	Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot Principal
Utilisation du parking du site en concertation avec la MO Type de portail ouvrant, coulissant, sur charnières ; chainettes ; largeur libre : à préciser sur le PIC Accès en marche avant Sortie en marche avant Limite de charge : Gabarit routier Présence de quais de déchargement ; caractéristiques : à préciser Conditions de roulage des charges jusqu'aux zones de stockage : à préciser sur le PIC Conditions de roulage des charges depuis les zones de stockage jusqu'aux postes de travail : à préciser	
Aires de stockage - magasins	Prestation à la charge des lots concernés
Sur terre-plein, en extérieur : lot : à définir sur le PIC ; emplacement délimité par : à préciser sur le PIC À RDC, dans le bâtiment : lot : à définir ; emplacement délimité par : à préciser Dans les étages, dans le bâtiment : lot : à définir ; emplacement délimité par : à préciser	
Consignations	Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 2 et 3
Réseaux consignés : à préciser sur le PIC Chargé de consignation : à préciser sur le PPSPS Réseaux actifs : à préciser su le PIC	
Électricité de chantier de base	Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 3
Emplacement de l'armoire principale : à préciser	

Eau potable de chantier de base	Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 2
Emplacement de la vanne d'arrêt générale : à préciser	
Bennes de chantier	Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 1
En phase Gros-Œuvre : emplacements à préciser sur le PIC	
Nettoyage de chantier	Prestation à la charge de l'entreprise titulaire de chaque Lot
Jours de la semaine : à préciser	
Levage	Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot GO
Ascenseur de chantier : emplacement et caractéristiques: à préciser sur le PIC Monte-charge de chantier : emplacement et caractéristiques : à préciser sur le PIC MESA : ascenseurs et monte-charges concernés : à préciser sur le PIC Grue automotrice : zone de déplacement : à préciser sur le PIC	
Sauveteurs Secouristes - SST	Prestation à la charge des entreprises titulaires des lots ci-dessous
Voir Allotissement	






SOMMAIRE

SYNTHÈSE DE L'ORGANISATION DU CHANTIER - DHOL	2
<i>Sera complétée en phase de préparation, puis mise à jour au fur et à mesure de l'avancement des travaux</i>	2
SOMMAIRE	5
RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF	7
1. Coordonnées des intervenants	7
2. Description sommaire de l'opération	8
3. Planning prévisionnel	8
4. Catégorie de l'opération	8
5. Diagnostics établis préalablement aux travaux	8
6. Mode de consultation des entreprises et allotissement	8
MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE, EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	9
1. DT/DICT	9
2. Cantonnements	10
3. Bureaux de chantier	11
4. Dispositions prises pour que seules les personnes autorisées aient accès au chantier	11
5. Repérage - Consignation des réseaux existants	11
6. Électricité provisoire de chantier	12
Installation électrique de base à créer	12
Installation électrique complémentaire à créer	12
7. Eau potable du chantier	12
Installation de base	12
Installation complémentaire	13
8. Téléphone de chantier	13
Ligne de Téléphonie fixe du chantier - internet	13
9. Nettoyage du chantier	13
10. Nettoyage des bureaux et cantonnements	13
11. Circulations horizontales des piétons	14
12. Circulations verticales des piétons	14
13. Zones de stockage	14
14. Ascenseur de chantier/lift	15
15. Mise en service des ascenseurs	15
16. Protections collectives provisoires assujetties au ouvrages de gros-œuvre	15
17. Protections collectives provisoires contre le bruit	16
MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE CSPS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE SANTÉ, ET LES SUJÉTIONS QUI EN DÉCOULENT	17
1. Visite d'Inspection Commune- P.P.S.P.S.	17
2. Utilisation de Plateformes de Travail en Encorbellement (PTE)	17
3. Préfabrication	17
MESURES PRISES EN MATIÈRE D'INTÉRACTIONS SUR LE SITE	18
1. Accueil sur site et formation	18
2. Registre de Sécurité	18

3. Enchaînement des tâches	18
4. Travaux superposés	19
5. Organisation de la Co-activité.....	19
6. Protection contre l'incendie.....	19
MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES	20
1. Autorité et moyens donnés au CSPS par le Maître d'Ouvrage	20
2. Conditions de coopération entre les intervenants	20
3. Non-respect des dispositions du Code du Travail.....	20
4. Visite et courrier des Organismes Officiels de Prévention	21
ORGANISATION DES SECOURS.....	22
1. Procédures - Accès.....	22
2. Téléphone	22
3. Sauveteurs Secouristes du Travail	22
4. Trousses de secours.....	22
5. Sirène d'alerte manuelle	22
6. Zone de regroupement	23
AFFICHAGE DE SÉCURITÉ	24

RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

1. Coordonnées des intervenants

Maître d'Ouvrage	Adresse	Représentant	Téléphone – Fax
 SORBONNE UNIVERSITÉ	Service Maîtrise d'Ouvrage Direction Patrimoine et Logistique Sorbonne Université Bureau : 18 rue de la Sorbonne 75005 Paris Adresse postale : 1 rue Victor Cousin 75230 PARIS CEDEX 5	Mme MALAURENT-HEDIDAR melanie.malaurent-hedidar@sorbonne-universite.fr	☎ : 01 44 27 42 42
Coordonnateur SPS	Adresse	Représentant	Téléphone – Fax
 BTP Consultants	Agence Paris Est CSPS Le Central II – 460, La Courtine 93194 NOISY-LE-GRAND Cedex	M.HIVANHOE ✉ : jonnathan.hivanhoe@btp-consultants.fr	☎ : 01 55 85 12 52 ☎ : 01 55 85 16 42 ☎ : 06 85 84 81 11
DIRECCTE	Adresse	Représentant	Téléphone – Fax
	DRIEETS Ile de France Unité départementale de Paris 46/52 rue Albert 75640 Paris Cedex 13	✉ : ldf-ut75.uc13@direccte.gouv.fr	☎ : 01 40 45 36 46
C.R.A.M.I.F.	Adresse	Représentant	Téléphone – Fax
	✉ Antenne de PARIS 17-19, place de l'Argonne 75019 PARIS	✉ : antenne75.prevention@cramif.cnamts.fr	☎ 01.40.05.38.16 ☎ 01.40.05.38.13
O.P.B.T.P.	Adresse	Représentant	Téléphone – Fax
	1, rue Heyrault 92260 BOULOGNE-BILLANCOURT Cedex		☎ : 01 40 31 64 00 ☎ : 01 40 30 57 97

2. Description sommaire de l'opération

Aménagement d'un laboratoire Myologie et mise en conformité technique du bâtiment au 105, boulevard de l'Hôpital 75013 PARIS.

3. Planning prévisionnel

- Délai prévisionnel : 12 mois
- Démarrage prévisionnel : 2023
- Effectif prévisionnel : En moyenne : 12
: En pointe : 18

4. Catégorie de l'opération

L'opération est classée en 1^{ère} catégorie.

5. Diagnostics établis préalablement aux travaux

OBJET	RAPPORT	POINTS DE VIGILANCE
AMIANTE	BTP DIAGNOSTIC C-DI93-2023-30-191604	
PLOMB	BTP DIAGNOSTIC C-DI93-2023-30-191604	

6. Mode de consultation des entreprises et allotissement

Le marché de Travaux est alloti comme suit :

- LOT 01 – GROS ŒUVRE ETENDU ET SECOND ŒUVRE ;
- LOT 02 – CHAUFFAGE VENTILATION CLIMATISATION PLOMBERIE GAZ SPECIAUX;
- LOT 03 – ELECTRICITE CFO CFA ;
- LOT 04 –SORBONNES & PAILLASSES

MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE, EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

1. DT/DICT

Sur la base des récépissés de DT et du résultat des investigations complémentaires réalisées par le MOA, les DICT seront adressées aux concessionnaires.

Les récépissés de DICT devront être communiqués au CSPS avant tout démarrage des travaux.

Tout personnel intervenant à proximité de réseau devra être en possession de l'AIPR profil « opérateur » délivrée par son employeur ; au moins un salarié devra être en possession de l'AIPR profil « encadrant ».

Conformément aux dispositions du guide d'application de la réglementation relative aux travaux à proximité de réseaux, fascicule 1, version 1, l'entreprise doit :

- a)** Prendre en compte l'ensemble des éléments fournis dans le DCE par le MOA concernant notamment les réponses aux DT et les résultats des éventuelles investigations complémentaires ou opérations de localisation ;
- b)** Avant l'exécution des travaux :
 - Soit consulter le téléservice (après inscription) du guichet unique en indiquant la zone d'emprise des travaux envisagés (adresse, plan), préalablement à tout travaux et faire une DICT auprès de chaque exploitant indiqué par le guichet unique ;
 - Soit saisir sa DICT directement auprès d'un prestataire d'aide ayant signé une convention avec l'inéris ;
 - Soit saisir sa DICT, à partir des coordonnées des exploitants obtenues en mairie.
- c)** Prendre en compte les clauses techniques et financières particulières fixées dans le marché s'il n'a été réalisé en phase projet ni investigations complémentaires ni opérations de localisation ;
- d)** Prendre en compte l'ensemble des réponses faites par les exploitants aux DICT pour la préparation du chantier ;
- e)** Ne pas commencer les travaux avant de s'être fait communiquer les récépissés de DICT de tous les exploitants de réseaux sensibles, ou avant le rendez-vous sur site avec l'exploitant ;
- f)** Maintenir en bon état le marquage ou piquetage dans l'ensemble de la zone d'emprise des travaux restant à exécuter ;
- g)** S'assurer que ses employés chargés d'encadrer ou exécuter les travaux disposent des compétences nécessaires, et des AIPR en cours de validité, lorsque celles-ci sont obligatoires (encadrant de chantier, conducteur d'engins, intervenants sur chantier de travaux urgents) ainsi que, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour l'approche des réseaux électriques ;
- h)** Prendre connaissance des recommandations générales du guide technique relatif à l'encadrement des techniques de travaux (fascicule 2 du guide d'application de la réglementation, version 3) et appliquer strictement les prescriptions fixées par ce guide technique ;
- i)** Prendre en compte et appliquer les prescriptions indiquées par les exploitants dans les récépissés de DICT ;
- j)** Informer ses employés chargés d'encadrer ou exécuter les travaux :
 - De la localisation des réseaux et de leurs organes de sécurité dont l'emplacement a été communiqué dans les récépissés de DICT ;
 - Des mesures de prévention et de protection qui doivent être mises en œuvre lors des travaux.
- k)** Surseoir aux travaux en cas de découverte fortuite de réseaux souterrains non identifiés au préalable ou de constat d'une position des réseaux non conforme à celle indiquée dans les réponses aux DT ou aux DICT et prévenir le MOA, s'il estime que la sécurité de ses salariés peut être mise en cause ;
- l)** Signaler à l'exploitant et au responsable de projet concernés dans les plus brefs délais tout endommagement même superficiel d'un réseau, tout déplacement supérieur à 10 cm d'un réseau flexible (par exemple câbles et réseaux en polyéthylène, etc.), ou toute autre anomalie en utilisant le constat contradictoire en cas de dommage (Annexe G du fascicule 3) ;

m) Conserver sur le chantier :

- Les récépissés de DICT ;
- Le compte-rendu de marquage-piquetage réalisé sous la responsabilité du MOA pour les ouvrages des exploitants qui ont fourni des plans et, le cas échéant, le plan de synthèse mis à jour ;
- Le compte-rendu de marquage piquetage suite à réunion sur site pour chacun des ouvrages dont l'exploitant n'a pas fourni de plan.

n) Appliquer, lors d'un endommagement d'un réseau de gaz avec fuite, les quatre actions suivantes :

- Arrêter immédiatement le fonctionnement des engins de chantier ;
- Alerter immédiatement les sapeurs-pompiers puis l'exploitant du réseau concerné ;
- Aménager une zone de sécurité immédiate dans la mesure du possible ;
- Accueillir les secours à leur arrivée et rester à leur disposition autant que nécessaire.

En aucun cas, l'exécutant de travaux ne doit intervenir sur les ouvrages endommagés et, en particulier, tenter de colmater la fuite, d'éteindre le gaz enflammé, de remblayer, etc.

2. Cantonnements

Les cantonnements seront implantés de telle sorte que leur accès soit possible sans avoir à traverser des zones en travaux.

Ils comporteront une partie sanitaires, une partie réfectoire, et une partie vestiaires.

Ces cantonnements seront installés dans les existant et mis à disposition par le Maître d'Ouvrage.

Sanitaires

Conformément aux recommandations de la NT 27 de la CRAMIF, ils seront équipés d'un WC, d'un urinoir pour 16 personnes, d'une douche pour 8 personnes devant utiliser cet équipement, ainsi que d'un lavabo pour 5 personnes, et seront mis à la disposition de tous les intervenants jusqu'à fin des travaux.

Les douches seront directement accessibles depuis la partie vestiaires, sans avoir à passer par un couloir.

Un sanitaire dédié sera mis à disposition du personnel féminin.

L'eau sera potable, à température réglable.

Les locaux seront chauffés.

Ils disposeront en permanence de papier hygiénique, essuie-mains, savons, etc.

Des cabines de toilette autonomes, comprenant WC à la turque et lave mains, seront installées en complément, à proximité des pistes de chantier, de telle sorte qu'un compagnon n'ait pas à parcourir plus de 50 mètres depuis le pied du bâtiment dans lequel il intervient. Elles feront l'objet de vidanges et nettoyages hebdomadaires.

Réfectoires

Les réfectoires seront dimensionnés sur la base de 1,5 m² environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

Ils seront chauffés et climatisés.

L'eau sera potable, à température réglable.

Les tables, chaises, four à micro-ondes, réfrigérateurs et éviers, poubelles, etc...seront mis à la disposition de tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

Vestiaires

Les vestiaires seront dimensionnés sur la base de 1,90 m² environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

Un local vestiaire séparé sera dédié au personnel féminin, en cas de besoin.

Conformément à la recommandation de la CRAMIF/CARSAT, les armoires vestiaires mises à disposition de tous les intervenants seront du type séchantes (source de chaleur intégrée, et évacuation de l'air humide vers l'extérieure par extraction), à double compartiment avec range-casque et range-bottes, condamnation par morillon porte-cadenas.

Des bancs seront installés en vis-à-vis des armoires.

3. Bureaux de chantier

Ils comprendront, outre le nombre de pièces nécessaires au fonctionnement de l'ensemble des entreprises, compris sous-traitants, les bureaux nécessaires à la Direction de Chantier, ainsi qu'une salle de réunion permettant d'accueillir 1 représentant de chaque entreprise, compris sous-traitants.

L'ensemble sera meublé (chaise, bureaux, armoires, etc...), ventilé, éclairé, chauffé et climatisé.

Le matériel de communication (téléphone, écran plat, liaison internet) et de reproduction (photocopieur/scan) nécessaire au bon fonctionnement du chantier sera installé, et mis à disposition de tous les intervenants.

4. Dispositions prises pour que seules les personnes autorisées aient accès au chantier

Les accès au chantier seront clairement interdits aux tiers, par mise en place d'un accès dédié, accompagné de panneaux « interdisant l'accès au public ».

Un badge nominatif, avec photo, sera établi avant toute intervention sur site. Ce badge permettra d'actionner le tourniquet placé à l'entrée des piétons sur le chantier.

Ce badge devra être détenu par chacun des personnels intervenant sur site, et présenté sur simple demande de la Direction de chantier et du CSPS.

Les personnels salariés des entreprises présentes sur site seront tenus de détenir sur eux leur Carte d'Identification Professionnelle des Salariés du Bâtiment et des Travaux Publics, afin d'en permettre le contrôle par les agents de contrôle compétents, au sens de l'article L.8271-1.

Les artisans seront tenus de présenter leur Carte Professionnelle délivrée par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat. Tout intervenant sans Carte Professionnelle pourra être exclu de l'opération, par le représentant du MOE ou du MOA, jusqu'à régularisation de sa situation.

Le Registre du Personnel de chaque entreprise sera mis à jour quotidiennement.

5. Repérage - Consignation des réseaux existants

En limite de parcelle, les canalisations de gaz seront séparées physiquement du réseau public maintenu sous pression.

Un marquage ou un piquetage au sol permettra, pendant toute la durée du chantier, de signaler le tracé de tout élément souterrain situé dans l'emprise ou à moins de 2 mètres, en projection horizontale, de l'emprise des travaux, et susceptible, compte tenu de sa profondeur, d'être endommagé par les travaux.

Avant démarrage de tous travaux, un chargé de consignation sera désigné nommément dans le PPSPS de l'entreprise.

La déconsignation éventuelle des réseaux ne pourra être réalisée que par le chargé de consignation.

Avant chaque phase de travaux, l'ensemble des installations électriques, fluides et gaz situées dans l'emprise des interventions devront avoir été consignées par le chargé de consignation.

Chaque consignation/déconsignation de réseaux sera portée au registre de sécurité de l'entreprise, et signifiée à la Direction de Travaux.

Toutes les installations actives existantes seront repérées par mise en un œuvre d'un fourreautage et d'étiquettes adhésives.

6. Électricité provisoire de chantier

Installation électrique de base à créer

L'armoire générale de chantier sera installée à proximité du point de livraison existant, désigné par le Maître d'Œuvre.

La prestation comprendra depuis cette armoire générale, et pendant toute la durée de l'opération :

- Le branchement séparé de l'armoire au pied de chaque grue et des phares d'éclairage sur mât ;
- Le branchement séparé des engins de levage ;
- Le branchement séparé des cantonnements ;
- L'éclairage de signalisation de la clôture de chantier ;
- L'éclairage de sécurité dans l'emprise chantier : aire de livraison, pistes pour véhicules de chantier, et blocs autonomes d'éclairage de secours (BAES) dans les circulations verticales et horizontales, à l'intérieur des bâtiments.

La maintenance (y compris le remplacement des lampes et luminaires, autant de fois que nécessaire), ainsi que le repliement des installations, seront dus au titre de la prestation.

La vérification des installations électriques ci-dessus sera réalisée par un organisme agréé (opérations de 1^{ère} ou 2^{ème} catégorie ou opération dont la puissance excède 100 KVA).

Installation électrique complémentaire à créer

La prestation comprendra depuis cette armoire générale, et pendant toute la durée de l'opération :

- Le branchement et la fourniture des coffrets électriques nécessaires aux besoins du chantier, ainsi que les réseaux de distribution. Les coffrets seront montés piètement métal, 3P+N+T, IP 65, et comporteront à minima 4PC 16 A et 2 PC 32 A ;
- L'installation d'éclairage de toutes les circulations piétonnes horizontales et verticales du chantier (accès aux bungalows et tous cheminements extérieur) par luminaires IP 44 fixés à plus de deux mètres des sols, y compris sur échafaudages, sapines, etc...si nécessaire ;
- L'établissement d'un plan des installations électriques de chantier pour chaque niveau, faisant figurer l'implantation des coffrets de chantier, l'implantation des luminaires, etc...avec leurs caractéristiques.

La maintenance (y compris le remplacement des lampes et luminaires, autant de fois que nécessaire), ainsi que le repliement des installations, seront dus au titre de la prestation.

La vérification des installations électriques ci-dessus sera réalisée par un organisme agréé (opération de 1^{ère} ou 2^{ème} catégorie ou opération dont la puissance excède 100 KVA).

7. Eau potable du chantier

Installation de base

Pendant toute la durée de l'opération, un réseau provisoire de chantier alimentera en eau potable les cantonnements, les points de puisage nécessaire à la réalisation des travaux des lots terrassement et gros-œuvre, de l'aire de nettoyage des bennes et podiums, de la centrale à béton, ainsi que l'aire de lavage/de nettoyage des roues de véhicules.

Cette installation comprendra toutes les vannes de coupure, dérivations nécessaire, ainsi que les éventuelles tranchées, saignées et protection nécessaire au passage du réseau, le comptage et le sous-comptage éventuel, la mise hors gel des réseaux (cordon chauffant obligatoire vers les cantonnements et réseaux de distribution principaux), etc.

Installation complémentaire

Pendant toute la durée de l'opération, un réseau provisoire de chantier alimentera en eau potable un point de puisage tous les 3 niveaux de chaque cage d'escalier, avec bac permettant le nettoyage des seaux et la récupération des déchets solides.

Cette installation comprendra toutes les vannes de coupure, dérivations nécessaire, ainsi que les éventuelles tranchées, saignées et protection nécessaire au passage du réseau.

8. Téléphone de chantier

Ligne de Téléphonie fixe du chantier - internet

Conformément à la recommandation de l'OPPBTP, les matériels mis en place dans le cadre de l'installation du bureau de chantier seront raccordés à une ligne de téléphonie fixe, permettant également le raccordement internet des terminaux. Prévoir à minima 2 RJ 45 et 3 PC en 220V par poste de travail.

9. Nettoyage du chantier

Les gravois, déchets et décombres seront évacués jusqu'aux points de regroupement convenus, puis chargés dans la benne appropriée.

Les bennes à gravats nécessaires au tri sélectif seront mises à la disposition de tous les corps d'état, pendant toute la durée du chantier.

Leur remplacement devra être effectué à chaque fois que cela s'avérera nécessaire, ou à périodicité fixe, sans jamais que ces bennes ne débordent.

En phase Gros-Œuvre, des bennes autovid, pour chaque grue, seront mises à disposition des compagnons sur les planchers en cours de coffrage.

En cas de manquement, et sur simple constat, après un délai de prévenance 24 heures resté sans réponse, le Maître d'œuvre pourra :

- Affecter à chaque entreprise sur site une zone précise du chantier à nettoyer quotidiennement ;
- Ordonner le nettoyage général du chantier, par une entreprise extérieure au chantier, autant de fois que nécessaire.

10. Nettoyage des bureaux et cantonnements

Pendant toute la durée du chantier, une campagne de nettoyage des bureaux de chantier, des sanitaires, des vestiaires et des réfectoires sera organisée quotidiennement.

Sur simple constat, après un délai de prévenance 24 heures resté sans réponse, le Maître d'Œuvre pourra faire procéder, aux frais de l'entreprise défaillante, au nettoyage ou au remplacement de parties d'installations défectueuses par une entreprise présente sur le chantier ou extérieure à l'opération.

11. Circulations horizontales des piétons

Toutes les circulations provisoires horizontales pour piétons seront sécurisées pendant toute la durée des travaux, en particulier :

- Entre le portail d'accès et les cantonnements ;
- Entre les cantonnements et les postes de travail.

Les accès au bâtiment, en nombre limité, seront identifiés, à chaque phase de travaux, et matérialisés aux sols (tapis PVC antidérapant et imputrescible). Si nécessaire, ils seront protégés par des auvents.

Les circulations seront séparées physiquement des voies empruntées par les véhicules et engins, par des GBA dès que nécessaire (zones de retournement des véhicules, pistes de chantier, etc...). Leur entretien et leur adaptation quotidienne, seront dus jusqu'à réception des travaux.

Leur niveau d'éclairage sera d'au moins 40 lux.

Les zones non accessibles aux piétons seront interdites d'accès par barriérage et panneautage avertisseur adéquat.

12. Circulations verticales des piétons

Toutes les circulations provisoires verticales pour piétons seront sécurisées pendant toute la durée des travaux. Leur niveau d'éclairage sera d'au moins 60 lux.

L'affichage permanent de l'étage sera réalisé sur chaque palier de chaque cage d'escalier ou sapine, pendant toute la durée des travaux.

La mise en œuvre des escaliers définitifs (autres que menuisés) sera réalisée à l'avancement. Les escaliers seront obligatoirement munis de main-courantes, provisoires ou définitives ; ceux d'une largeur au moins égale à 1,5 mètre en seront munis de chaque côté.

Les accès de planchers à plancher seront réalisés par le biais d'escaliers de chantier en colimaçon à sortie latérale, de sapine d'accès, ou tout autre dispositif avec emmarchement et rampes de maintien.

L'utilisation d'échelles à crinoline, avant réception des travaux, ne sera autorisée qu'après vérification de leur mise en œuvre par la personne compétente de l'entreprise ayant procédé au montage.

13. Zones de stockage

Le Coordonnateur SPS sera en charge de faire désigner par la Direction de chantier les zones de stockage affectées à chaque corps d'état.

Les zones de stockage devront être adaptées, en dimensions au sol comme en capacité de portance, aux besoins de toutes les entreprises, pendant toute la durée des travaux.

Chaque entreprise sera en charge d'organiser son stockage en conséquence (limitation des charges introduites, répartition des charges les plus lourdes près des porteurs), et de procéder à l'étalement provisoire éventuellement nécessaire.

Les zones de stockage devront permettre l'élingage et le désélingage de plain-pied.

La possibilité d'aménager des magasins à l'intérieur du bâtiment, à titre provisoire, pourra être autorisée par le Maître d'Œuvre, sous les conditions ci-dessous :

- Magasins clos et condamnés ;
- Aucun stockage de produits dangereux ;
- Nettoyage de chaque magasin par chaque attributaire ;
- Nettoyage ou protections des sols des circulations et parties communes (traces de gasoil, huile) ;
- Réalisation par chaque entreprise des travaux nécessaires, ainsi que de la remise en l'état initial.

14. Ascenseur de chantier/lift

Conformément à la recommandation R 477 de l'INRS, un dispositif d'approvisionnement dans les étages, type lift/ascenseur de chantier sera installé, en façade. Cet engin sera mis en commun, et utilisable par toutes les entreprises. Il sera déposé à la mise en service des ascenseurs définitifs.

Un examen d'adéquation sera réalisé, en présence du CSPS, avec chacune des entreprises utilisatrices, avant montage. Cet examen prendra en compte la nature des travaux à réaliser, les spécificités de la façade, la distance à la façade, les charges (type et volume) à embarquer, les méthodes de chargement et déchargement, la hauteur à desservir, etc...

Des panneaux fixes, ajourés ou non (tôle perforée, grillage à mailles rigide, CP, etc...) seront mis en œuvre à tous endroits nécessaires (emprise au niveau le plus bas, ouvertures sur le trajet de cabine, etc ...) pour isoler les parties en mouvement de la cabine, susceptibles de rentrer en contact accidentel avec un travailleur.

Un décaissé sera pratiqué au sol de façon à ce que l'accès depuis la plateforme se fasse de plain-pied. La mise en œuvre de ce matériel sera vérifiée par un organisme agréé avant toute utilisation.

Les matériaux approvisionnés ou évacués seront obligatoirement transportés dans des conteneurs roulants, ou big-bags sur chariots ou transpalettes.

15. Mise en service des ascenseurs

Des réunions préparatoires organisées par le CSPS permettront de vérifier l'adéquation entre les moyens utilisés et les résultats attendus.

Une convention fixera les conditions d'utilisation par les entreprises. Elle devra préciser les conditions d'intervention pour le dépannage et la désincarcération, ainsi que les conditions d'entretien des rails de portes palières. Les ascenseurs seront opérationnels avant démontage de la grue.

La déclaration de conformité CE sera fournie avant mise en service, ainsi que la vérification avant mise en service telle que prévue par le Code du Travail. Le carnet d'entretien, tenu à jour, sera tenu à disposition sur site, de même que la vérification périodique annuelle.

16. Protections collectives provisoires assujetties au ouvrages de gros-œuvre

La prestation portera sur la fourniture, la mise en place, la vérification journalière, la maintenance, le démontage et l'enlèvement des protections collectives.

Les mesures prises pour assurer la continuité, dans le temps, des protections collectives seront précisées dans le PPSPS.

Les protections collectives devront être adaptées aux travaux de chaque corps d'état, et devront permettre la réalisation des travaux de chaque entreprise en parfaite et totale sécurité.

Le matériel destiné aux protections collectives sera identifié et exclusivement réservé à cet usage. Les fers en attente seront crossés ou équipés d'un cadre soudés à leurs extrémités. Les « bouchons » seront proscrits.

Le dispositif provisoire de protection collective ne sera retiré qu'une fois la protection définitive mise en place, et réceptionnée par le Maître d'Œuvre.

La solidité des garde-corps définitifs sera vérifiée avant dépose des protections provisoires de chantier.

En cas de dépose de protections collectives non prévue au PPSPS des entreprises, le Maître d'Ouvrage fera appliquer les mesures prévues à l'article « non-respect des dispositions du Code du Travail », figurant au présent PGC, ainsi que les sanctions prévues au Marché de Travaux.

Avant tout début de ses travaux, lors de la Visite d'inspection commune, chaque lot en charge présentera au CSPS la nature des protections collectives provisoires proposées en about de dalles, en périphérie des terrasses, des toitures, en protections des trémies et des baies, etc...

La méthodologie de remplacement des protections provisoires par les protections définitives sera détaillée.

En l'absence de cette présentation, le Maître d'Œuvre sera en droit de ne pas autoriser le démarrage des travaux pour lesquels la mise en sécurité n'a pas été démontrée.

17. Protections collectives provisoires contre le bruit

En cas d'utilisation de matériels et engins générateurs de bruit (piquage, sciage, désamiantage), et notamment en milieu clos (phénomènes de résonnance), des bâches acoustiques seront obligatoirement mises en œuvre.

Sur simple demande du Coordonnateur SPS, chaque entreprise devra justifier que les niveaux sonores auxquels sont soumis les travailleurs (exposition quotidienne et pression de crête) la dispensent de :

- Réduire le bruit à la source ;
- Mettre en place des écrans ou bâches acoustiques ;
- Modifier l'organisation du travail ;
- Modifier l'implantation des sources de bruit ;
- Mettre en place des protecteurs auditifs individuels.

MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE CSPS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE SANTÉ, ET LES SUJÉTIONS QUI EN DÉCOULENT

1. Visite d'Inspection Commune- P.P.S.P.S.

Le Maître d'Ouvrage informera le CSPS, par tous moyens traçables à sa convenance, de la signature du marché avec les entreprises titulaires et de l'agrément des sous-traitants. Les entreprises non agréées ou non titulaires de lot ne seront pas autorisées à effectuer leur visite d'Inspection Commune.

L'entrepreneur titulaire ou agréé informera le CSPS de son intention de commencer ses travaux au moins 10 jours avant la date qu'il aura retenue, et lui fera parvenir dans le même temps son projet de PPSPS. Le CSPS convoquera l'entrepreneur à sa visite d'Inspection Commune, qui se déroulera obligatoirement en présence du représentant de l'Entreprise Générale.

Avant toute intervention sur le chantier, chaque entreprise (y compris sous-traitante) devra établir et remettre au Coordonnateur Sécurité son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S).

Un exemplaire de ce document devra être consultable en permanence du chantier, et consultable à tout moment.

Chaque entreprise sera tenue d'informer par écrit le Coordonnateur SPS de tout changement dans la masse ou la nature des travaux à effectuer ou de délais contractuels et de toutes modifications susceptibles d'engendrer des risques liés à la Co-activité, à la superposition de tâches.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, chaque entreprise complètera son PPSPS par l'adjonction de notes méthodologiques détaillant la manière de réaliser, en sécurité, les différents types de travaux prévus à son marché de travaux ainsi qu'à tous ses avenants.

Ces notes devront être transmises au CSPS 10 jours avant démarrage des travaux, afin de permettre l'harmonisation des PPSPS de l'opération.

2. Utilisation de Plateformes de Travail en Encorbellement (PTE)

L'entreprise en charge des travaux établira un plan de calepinage des PTE intégrant les singularités (balcons, loggias, corniches, porte à faux, etc.), et mettra en place un autocontrôle de l'implantation des attaches volantes et de la mise en place des PTE après chaque déplacement (voir Registre de Sécurité).

Ces passerelles seront adaptées pour recevoir des éléments d'échafaudage dans les limites des charges d'exploitation définies par le fabricant. Pour répondre à cet usage, les PTE doivent être conformes à la norme NFP 93-351.

Exemples de cas particuliers d'utilisation d'un PTE :

- Recette à matériaux ;
- Protection pour travaux de couverture ;
- Coffrage de balcons ;
- Support d'échafaudages ou de tours d'étalement ;
- PTE reposant, même partiellement, sur des tours d'étalement ou des étais.

La personne compétente de l'entreprise procédera à l'examen d'adéquation, l'examen de montage et d'installation, et l'examen journalier de conservation.

3. Préfabrication

L'entreprise en charge des travaux établira un plan de pose pour la mise en place des éléments préfabriqués, ainsi que le plan d'étalement associé.

Les éléments seront approvisionnés sur site dans l'ordre prévu pour leur pose, en suivant la numérotation figurant sur le plan de pose.

Les éléments préfabriqués seront équipés de garde-corps avant levage et mise en place.

MESURES PRISES EN MATIÈRE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

1. Accueil sur site et formation

Les personnels de chaque entreprise, les intérimaires, les conducteurs d'engins comme de véhicules (camions auto-déchargeables, toupies, camions-bennes), devront avoir reçu, avant leur arrivée sur le chantier, une information pratique en matière de sécurité appropriée au site, et à la nature des travaux à effectuer.

Chaque entreprise sera tenue d'y veiller quotidiennement.

Cette formation, qui sera assurée par les Chefs de Chantier et les Chefs d'Équipe de chaque entreprise, devra porter sur :

- Les conditions de circulation des personnes sur le chantier, et autour du chantier ;
- Les conditions et horaires d'approvisionnement et emports ;
- Les conditions de sécurité adoptées par chaque entreprise pour l'exécution des travaux ;
- Les dispositions à prendre en cas d'accident ;
- Le contenu (et l'emplacement) de la boîte de premier secours.

2. Registre de Sécurité

Chaque entreprise mettra en place son propre Registre de Sécurité du chantier. Ce document devra être tenu à jour en temps réel, et être consultable à tout moment.

Ce Registre regroupera les vérifications initiales et les vérifications périodiques, et notamment celles effectuées sur :

- Les installations électriques de chantier ;
- Les échafaudages de pied ou volants ;
- Les engins de levage et leurs accessoires ;
- Les monte-charges et lifts ;
- Les engins de chantier ;
- Les PTE (Plateformes de Travail en Encorbellement), après montage et après chaque déplacement ;
- Les banches à coffrer, après montage ;
- Les groupes de production autonomes.

Ce Registre enregistrera également les vérifications effectuées par la personne compétente de l'entreprise (nom et date de la vérification), notamment lors :

- De la mise en œuvre (après chaque déplacement) de treuils, palans, etc. ;
- Du montage d'échafaudages roulants ;
- De l'installation d'échelles à crinolines (si utilisation avant réception des travaux par le MOA).

Ce Registre enregistrera de plus toutes les formations dispensées sur place : utilisation de lift de chantier, de treuil, etc...

3. Enchaînement des tâches

Chaque entreprise sera en charge du respect de l'enchaînement des tâches prévues à son planning et dans la méthodologie des sous-traitants.

Chaque entreprise alertera par mail le Maître d'Œuvre et le CSPS de tout décalage entre l'enchaînement des tâches prévu au planning, et les conditions réelles d'exécution, ce décalage pouvant entraîner un risque lié à une co-activité ou une superposition de tâches.

4. Travaux superposés

Les Chefs d'Équipe de chaque entreprise intervenant avec risque de superposition de tâches conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée. Cet accord, après concertation, devra être porté au Registre de Sécurité, et contresigné par les Chefs d'Équipes.

Cependant, avant de réaliser des travaux en élévation, chaque entreprise devra, de sa propre initiative, interdire la circulation des personnels en-dessous et à l'aplomb de sa zone de travaux.

Cette interdiction d'accès sera assurée par la mise en place, la maintenance et l'enlèvement en fin de travaux, de barrières rigides (1 m de hauteur minimum - type Heras, barrière police, lisses PVC sur cônes, auvents, filets, etc.), fermement assujetties aux sols.

Aucun intervenant ne sera autorisé à opérer sur une zone située en-dessous d'un poste de travail préexistant.

5. Organisation de la Co-activité

Chaque matin, les Chefs d'Équipe de chaque entreprise intervenant avec un risque lié à leur co-activité conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée. Cet accord, après concertation, devra être porté au Registre de Sécurité, et contresigné par les Chefs d'Équipes.

Chaque entreprise générant des risques exportés figurant dans son PPSPS sera en charge du balisage ou de la restriction d'accès, délimitant ainsi un périmètre de sécurité.

Chaque entreprise intervenant à proximité d'un poste de travail en activité sera tenue de signaler immédiatement sa présence aux personnels affectés à ce poste, et de préciser la nature des interventions prévues.

6. Protection contre l'incendie

La prestation consistera à placer (et à remplacer au besoin) un extincteur par cage d'escalier, ainsi qu'à proximité des locaux à risque (armoires électriques, etc...).

La prestation consistera à placer des extincteurs, accessibles pendant les heures d'ouverture du chantier, en nombre suffisant et de type adapté aux risques rencontrés, dans un local ou placard dédié des bureaux dans les cantonnements. Le personnel sera informé de leur emplacement et formé à leur maniement.

Ces extincteurs devront avoir fait l'objet d'une vérification périodique de moins d'un an.

Les travaux par points chauds devront cesser deux heures avant le départ des opérateurs (que ce soit pour une pause-déjeuner, ou le soir).

Le soir, ces derniers procéderont, juste avant de quitter le chantier, à une inspection des travaux interrompus deux heures auparavant.

Chaque entreprise utilisatrice de produits inflammables devra le mentionner dans son Plan Particulier de Sécurité (fiches de données de sécurité des produits à annexer au PPSPS).

Chaque entreprise qui effectuera des travaux par points chauds devra approvisionner, à proximité immédiate des postes de travail, des extincteurs adaptés à la nature des travaux réalisés.

Les emballages combustibles seront évacués le plus rapidement possible par chaque entreprise.

Les feux à usage de chauffage, de cuisson, de destruction ou tout autre usage sont strictement interdits sur le chantier.

MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES

1. Autorité et moyens donnés au CSPS par le Maître d'Ouvrage

Le MOA donne accès au CSPS à toutes les parties et locaux concernés par l'opération.

Le CSPS a autorité pour arrêter seul un poste de travail, en cas de danger grave et imminent. Le CSPS n'a pas autorité pour arrêter seul un poste de travail ou le chantier : il adressera cette demande, par mail, au MOA et MOE.

Chaque entreprise donnera instruction à son personnel, à l'arrivée sur le site, de prendre en compte sans délai les demandes du CSPS.

2. Conditions de coopération entre les intervenants

La Coordination de chantier en termes de Sécurité et de Protection de la Santé sera notamment réalisée lors des réunions de chantier, à l'initiative du CSPS. Le MOE aménagera le temps nécessaire à l'intervention du CSPS en lui donnant la parole à tout moment, procédure à convenir pendant la période de préparation.

Chaque entreprise présente sera alors invitée à exposer la nature de ses propres travaux, approvisionnements, emports, etc... prévus dans la période de temps précisée par le Coordonnateur.

Chaque entreprise présente sera tenue de réagir à chaque exposé, en faisant notamment ressortir les problématiques prévisibles en termes de Co-activité, de superpositions de tâches, d'approvisionnements, de rotations de bennes, etc....

Le MOE signalera au CSPS les interventions prévues par les entreprises non représentées à la réunion.

Le CSPS et le MOE prendront ensemble les dispositions nécessaires pour coordonner et sécuriser les interventions exposées par chaque entreprise.

Le CSPS pourra demander au MOE de modifier le planning des travaux, s'il le juge nécessaire en raison des risques liés à la superposition de tâches, la Co-activité, la circulation sur le chantier, le stockage, etc...

En cas de désaccord entre le MOE et le CSPS, le CSPS invitera le MOA à se prononcer.

Le MOA informera par mail le CSPS de l'agrément de chaque entreprise, y compris sous-traitants. En l'absence, aucune visite d'Inspection Commune ne sera réalisée par le CSPS.

Les fiches d'observations et compte-rendus de visites d'Inspections Communes seront diffusées par le CSPS, par mail, aux intervenants concernés, le MOE et le MOA étant systématiquement tenus en copie.

Le Registre Journal de la CSPS sera consultable par tous les intervenants, par le biais du lien internet figurant en tête des livrables.

Les intervenants transmettront au CSPS tous leurs documents obligatoirement au format PDF.

3. Non-respect des dispositions du Code du Travail

Le non-respect des dispositions figurant au Code du Travail, Code de la Santé Publique, etc., peut entraîner un arrêt de poste, ou un arrêt de chantier, par les autorités administratives, par le Maître d'Œuvre ou par le Maître d'Ouvrage.

Par conséquent, en cas de manquements répétés, notamment en matière de protections collectives, le Maître d'Ouvrage mettra en place un ou plusieurs animateur (s) sécurité, en charge de faire respecter les Principes Généraux de Prévention ainsi que les dispositions figurant au présent PGC.

La mission d'animateur sécurité sera alors rémunérée dans le cadre du compte-prorata.

4. Visite et courrier des Organismes Officiels de Prévention

Chaque entreprise sera tenue de signaler sous 24 h, au CSPS, au MOE et au MOA, la visite sur site d'un représentant de la CRAMIF ou de l'Inspection du Travail.

Chaque entreprise sera tenue de transmettre sous 24 h, au CSPS, tout courrier adressé par les Organismes Officiels de Prévention, portant sur les travaux de la présente opération.

ORGANISATION DES SECOURS

1. Procédures - Accès

Le Coordonnateur devra être informé par chaque entreprise de tout accident ou incident immédiatement après les faits.

Les procédures de secours et d'évacuation en cas d'accident devront avoir été enseignées à chaque intervenant, lors de son accueil sur site, par le Chef de Chantier de chaque entreprise. L'Inspection du Travail, la CRAMIF et l'OPPBTP devront également être avisés dans les 48 heures.

Pendant toute la durée des travaux, l'accès des pompiers ainsi que des véhicules du SAMU, y compris la nuit, devra être possible à tout moment.

Aucun stockage, aucune opération de déchargement, aucun stationnement, ne sera réalisé sur ces accès.

Afin de pouvoir donner rapidement les premiers secours au travailleur blessé au cours du travail, une nacelle d'évacuation sera en permanence accessible au crochet de grue. Cette nacelle sera à jour de sa vérification périodique.

2. Téléphone

La liste des numéros d'appel d'urgence sera affichée dans les cantonnements et bureaux, près du/des poste(s) téléphonique(s),

À leur arrivée sur site, les Chefs de Chantier et Chefs d'Équipes de toutes les entreprises enregistreront, dans leurs téléphones portables, les numéros d'urgence, pompiers, police, ainsi que le numéro du portable du conducteur de travaux, du bureau de chantier, etc.

3. Sauveteurs Secouristes du Travail

Les entreprises désignées en page 2, « organisation de chantier », assureront la présence permanente sur le chantier des S.S.T., dans le nombre requis en fonction des effectifs totaux présents sur le chantier chaque jour.

4. Trousses de secours

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une boîte de premiers secours (à vérifier - et éventuellement à compléter - régulièrement).

Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés de l'endroit où ces boîtes sont placées.

5. Sirène d'alerte manuelle

Une sirène d'alerte manuelle sera mise à disposition des intervenants sur site. Elle sera mise à disposition des intervenants dans le bureau de chantier (emplacement à soumettre au CSPS au démarrage des travaux). Elle sera confiée aux opérateurs effectuant des travaux sensibles (lors de travaux de démolition, de reprise en sous-œuvre, de terrassements, ou à proximité de conduites de gaz etc.).

À leur arrivée sur site, chaque intervenant sera informé, par le responsable sur site de chaque entreprise, de la présence de cette sirène, de son utilité, de son usage, et des consignes à respecter en cas d'alerte.

6. Zone de regroupement

La zone de regroupement sera désignée, au début des travaux, et si nécessaire, à chaque phase de travaux, par le CSPS.

Son emplacement sera consigné dans le CR de chantier, et porté à la connaissance de tous les intervenants par chaque entreprise.

Dès que la sirène retentira, tous les intervenants sur site devront mettre en sécurité leur poste de travail, puis gagner, dans le calme, la zone de regroupement convenue.

AFFICHAGE DE SÉCURITÉ

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LES POMPIERS

 **18/112**

ET DITES :

1. ICI CHANTIER

ADRESSE : 105 Boulevard de l'Hôpital 75013 PARIS

POINT DE REPÈRE :

TÉLÉPHONE DU CHANTIER :

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

2. PRÉCISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSÉ(S) ET LEUR ÉTAT

4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

ENVOYEZ QUELQU'UN À L'ENTRÉE DU CHANTIER POUR GUIDER LES SECOURS.

PUIS PRÉVENEZ LES REPRÉSENTANTS DE LA DIRECTION DE CHANTIER